

Exactions policières, racisme, politiques antisociales et antidémocratiques

CONTRE LA VIOLENCE CAPITALISTE

MOBILISONS-NOUS !

2 février, Aulnay-sous-Bois, nouveau contrôle policier au faciès de jeunes. Nouvelle « bavure ». Cette fois, c'est Théo L., un jeune homme de 22 ans, qui se retrouve hospitalisé : 60 jours d'ITT, suite aux violences policières - jusqu'au viol. Son délit ? Ne pas avoir laissé un flic gifler un gamin !

Quelques mois auparavant, à Beaumont-sur-Oise, c'est pour s'être interposé lors d'une autre interpellation policière musclée qu'Adama Traoré mourra, asphyxié par les trois gendarmes qui le « maîtrisaient ». C'était le 19 juillet, jour anniversaire de ses 24 ans.

Amnesty International avance le chiffre d'une moyenne de 15 décès par an suite à des violences policières en France.

Justice pour Théo, Adama et toutes les victimes de violences policières !

La violence et l'arbitraire policiers, c'est le quotidien des quartiers populaires que les gouvernements de droite comme « de gauche » prétendent « pacifier ». Une violence qui s'ajoute à la violence sociale qui frappe particulièrement leurs



habitants, discriminés, issus pour beaucoup de l'immigration coloniale et postcoloniale (40% de ces jeunes sont au chômage...) Une violence raciste. Impunie. Encouragée.

C'est aussi le quotidien des migrants, réprimés brutalement, expulsés, accusés de « voler le pain » des Français – y compris par certains à gauche. Et celles et

ceux qui ont accueilli, pour raisons humanitaires, des femmes et des hommes en détresse, fuyant guerre et misère, sont poursuivis et condamnés.

Une violence policière qui, maintenant, frappe également celles et ceux qui contestent les politiques capitalistes néolibérales de casse de l'environnement, des



www.npa66.org



contact@npa66.org / 06.81.58.00.00



services publics et des acquis sociaux et démocratiques. Comme à Sivens où le militant écologiste Rémi Fraisse a été tué par une grenade lancée par un gendarme (non-lieu!). Comme lors des mobilisations contre la loi dite «Travail» où, sur ordre du gouvernement PS, les manifestants ont été systématiquement victimes de provocations policières, de gazages, de matraquages. Et, pour finir, de condamnations par la «Justice», qui ont frappé bon nombre de syndicalistes !

Jeunes, migrantEs, habitantEs des quartiers populaires, travailleurs/ses, militantEs... – toutes et tous victimes de l'«ordre» capitaliste - notre combat est le même contre les violences policières et les injustices !

Violence d'Etat et violence sociale

Aucune de ces violences n'est une "bavure". Hollande et son gouvernement PS, poursuivant la politique de leurs prédécesseurs de droite, imposent depuis fin 2015 un état d'urgence qui supprime une grande partie de nos droits et libertés et accroît les pouvoirs de la police. (Une police qui, à 70%, s'apprêterait à voter FN à la présidentielle !) Le vote ce mois-ci d'une énième loi sur la «sécurité» satisfait les revendications portées par les manifestations illégales de policiers : élargissement de la légitime défense qui conduit à un véritable permis de tuer; anonymat

des policiers dans certains cas; armement des vigiles; augmentation des moyens pour faciliter les expulsions de migrantEs.

Comme il a besoin du racisme pour diviser les classes populaires, ce gouvernement a besoin d'une police aux pouvoirs quasi illimités pour contrôler les classes populaires de plus en plus victimes de sa politique scandaleuse au service du grand patronat et de la finance. Pour faire taire celles et ceux qui se révoltent dans les quartiers populaires contre les exactions policières, qui dans la rue combattaient la loi «Travail» il y a quelques mois, qui se battent encore et toujours à Notre-Dame-des-Landes, qui se solidarisent avec les migrantEs.

Pour faire taire celles et ceux qui rejettent cette société où une infime minorité de très riches est de plus en plus riche et où les pauvres sont de plus en plus pauvres et nombreux. Où les grosses fortunes peuvent en toute impunité planquer leur magot dans les paradis fiscaux, tout en bénéficiant des largesses des gouvernements à leur solde. Où les Fillon, Lagarde ou Le Pen, tous aussi corrompus, trouvent normal de s'engraisser à longueur d'année sur le dos des contribuables – tout en se livrant à une surenchère répressive contre les «délinquants» et à une surenchère austéritaire contre les plus démunis.

Imposons par nos mobilisations la justice et la dignité !

Nous sommes aujourd'hui dans la rue, avec de nombreuses associations, partis et syndicats, pour exiger toutes et tous ensemble: Stop aux violences policières et au racisme! Justice et dignité !

Le NPA réclame le désarmement de la police, au contraire des mesures prises sans cesse ces 20 dernières années. Nous réclamons la dissolution de tous les corps spéciaux intervenant et réprimant dans les quartiers populaires (comme la BAC ou les BST - Brigades spécialisées de terrain). La fin du quadrillage policier des quartiers populaires et des contrôles au faciès. Nous réclamons également l'égalité des droits pour les migrantEs, leur régularisation, une totale liberté de circulation et d'installation.

Les institutions d'Etat, police comme justice, chargées d'imposer un «ordre» économique injuste et inégalitaire, raciste et violent, contre l'intérêt du plus grand nombre, perdureront tant que cet «ordre» existera, tant que le système capitaliste durera. Ce n'est pas un changement de majorité électorale ou l'élection d'un président providentiel qui pourra l'arrêter. Pour que justice soit enfin faite, pour en finir avec les violences policières et racistes et avec les injustices et inégalités de toutes sortes, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, sur une puissante mobilisation des classes populaires.



NPA

PHILIPPE POUTOU notre candidat anticapitaliste pour 2017

Philippe Poutou, est ouvrier de l'usine automobile Ford de Blanquefort (Gironde), où il est syndicaliste. Il est un des porte-parole nationaux du NPA

suivez la campagne sur poutou2017.org ou sur

